

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
BUREAU SYNDICAL du 5 mars 2013

L'an deux mil treize le 5 mars à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amands s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 25 février 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 14

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 4

Présents

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS :

Monsieur Michel POUILLARD, Monsieur Olivier HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER,
Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Monsieur Robert BELLERET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : Monsieur Dominique
DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : Monsieur André THOMAZON

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

Absents, Excusés

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : Monsieur Bernard André
JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Monsieur Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

BUREAU SYNDICAL

SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 5 mars 2013

Délibération n° 2013-DB0002

INDEMNITES ALLOUEES AU COMPTABLE DU TRESOR

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnités de conseil allouées aux comptables non centralisateurs du trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissement publics locaux,

Après en avoir délibéré, le bureau syndical,

décide :

- de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Madame Agnès LEJAY , comptable du Trésor, à compter du 1^{er} janvier 2013,
- de lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires pour un montant de 43,75 €.

La délibération est votée à la majorité des présents (1 abstention : M. FAUCHER et 1 contre : M. DUBREUIL).

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET